

La monnaie, construction sociale : au service de qui et de quoi ?

Jean-Marie Harribey

2005

<http://harribey.u-bordeaux4.fr>

Introduction

- **De quelle monnaie une « économie de marché ouverte où la concurrence est libre et non faussée » a-t-elle besoin ? Et face à cela, quelle monnaie voulons-nous ?**
- **1. Petit retour sur ce qu'est la monnaie dans le capitalisme ?**
- **2. La Banque centrale européenne dans l'Europe libérale**
- **3. Alternatives**

1. Petit retour sur ce qu'est la monnaie dans le capitalisme ?

- 1.1. La monnaie, instrument d'accumulation privée**
- 1.2. La monnaie, bien public**
- 1.3. La monnaie, construction sociale**

1.1. Un instrument d'accumulation privée

- **La monnaie ne sert pas seulement à faciliter l'échange des marchandises.**
- **Entre les mains de ceux qui possèdent les moyens de production, la monnaie devient du capital car elle leur permet d'acheter la force de travail qui produira une plus-value. Celle-ci, monétisée sur le marché lors de la vente des marchandises, se transforme en profit pour l'accumulation du capital (Marx).**
- **Mais l'accumulation nécessite une création monétaire continue. Car, par le crédit, le système bancaire anticipe la production et le profit représentant le « travail vivant » approprié par le capital. Il prévalide ainsi le travail que le marché reconnaîtra comme socialement utile. Le capitalisme ne peut se passer de financement pour accumuler.**

1.2. La monnaie, bien public

- Bien qu'elle soit un enjeu entre les classes sociales et un instrument de domination des uns sur les autres, la monnaie est aussi un bien public.
- Car elle ne peut exister sans légitimation politique qui préexiste à tout échange privé : pas d'échange de biens privés sans un bien public.
- Car elle s'impose à tous dans un espace politique donné : elle homogénéise les différents travaux et en rend les résultats échangeables (Marx) ; elle protège de l'incertitude de l'avenir par sa liquidité (Keynes).
- Car, outre ses fonctions économiques, la monnaie est un instrument du lien social et un régulateur social (Mauss, Polanyi).

1.3. La monnaie, construction sociale

- **La monnaie est l'instrument par lequel une classe va exploiter et dominer l'autre et elle ne peut exister que par la légitimation politique qui lui donne la capacité d'être un pouvoir d'achat immédiat ou futur garantissant son rôle de réserve à travers le temps.**
- **La monnaie est une institution sociale qui n'a pas de valeur intrinsèque en dehors, d'une part de cette légitimation politique, d'autre part du travail qui crée les richesses produites.**
- **Le fétichisme de l'argent (Marx) désigne la capacité symbolique de dissimuler les rapports sociaux derrière les échanges de marchandises.**
- **Distinction entre valeurs d'usage non monétaires, valeurs d'usage monétaires non marchandes et valeurs d'usages monétaires marchandes dont la « valeur » (d'échange) grossit le capital.**
- **Derrière la soif d'accumulation, l'angoisse de la mort (Freud) ?**

2. La Banque centrale européenne dans l'Europe libérale

- **2.1. Indépendance et objectif unique**
- **2.2. Insertion de la BCE dans la financiarisation du capitalisme**
- **2.3. La politique monétaire libérale**

2.1. Indépendance de la BCE et objectif unique

- Influence monétariste (Friedman) fondée sur un paradoxe et un coup de force.**
- Paradoxe : la monnaie serait « neutre », i.e. elle n'aurait pas d'influence sur le volume de l'activité économique ; elle ne peut en avoir si les libéraux postulent qu'on est déjà au plein emploi des capacités de production.**
- Coup de force : les monétaristes croient-ils réellement à leur thèse puisqu'ils veulent « neutraliser » la politique monétaire en l'enlevant aux pouvoirs publics ?**
- Création de la BCE indépendante (Maastricht) à laquelle est assignée un seul objectif : stabiliser les prix car l'inflation érode la rente financière.**

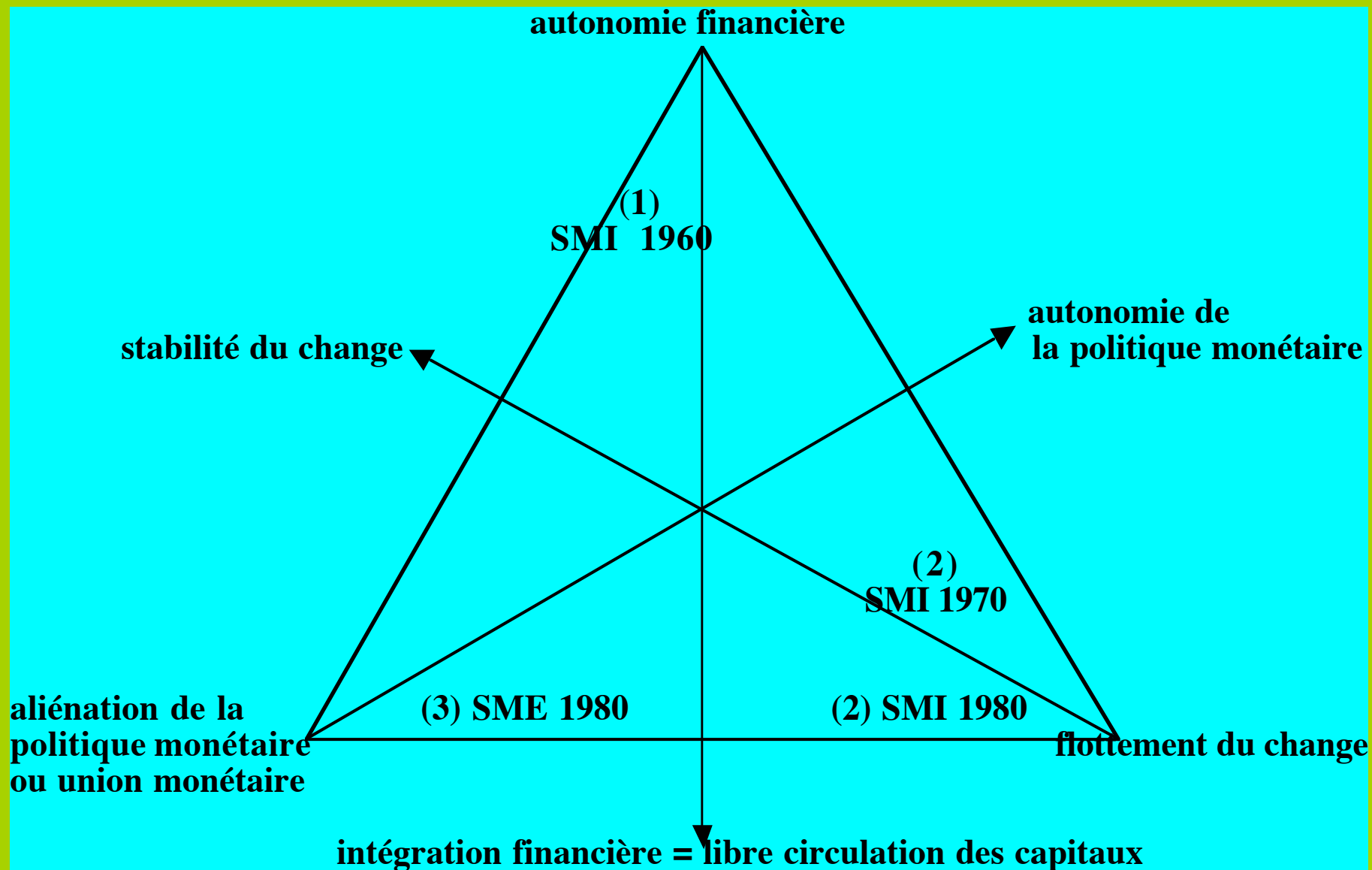
2.2. Insertion de la BCE dans la financiarisation du capitalisme

- 1971 : abandon du SMI fondé les changes fixes et un dollar convertible en or.**
- Décennie 1970 : passage progressif aux changes flottants et libéralisation du mouvement des capitaux.**
- 1979 : la Réserve fédérale américaine augmente les taux d'intérêt. C'est le tournant des politiques néolibérales. Partout, l'inflation est stoppée, le chômage explose, le salariat est précarisé, les revenus sont réorientés vers le capital, la dette du tiers-monde s'envole.**
- Décennie 1980 : SME et marché unique (1986, Acte unique).**
- Décennie 1990 : BCE et préparation de l'euro de telle sorte qu'il permette à l'Europe de se financiariser.**

2.3. La politique monétaire libérale

- **Critères de Maastricht (1992) :**
 - déficit public $< 3\%$ du PIB
 - dette publique $< 60\%$ du PIB
 - taux d'inflation $< +1,5$ point / moyenne des 3 pays « modèles »
 - taux d'intérêt à LT $< +2$ pts / moyenne des 3 pays « modèles »
- **Pacte de stabilité (1996) :** les deux premiers critères essentiels de Maastricht sont maintenus, assortis de sanctions financières en cas de non respect.
- **La politique monétaire était retirée aux Etats et aux institutions politiques européennes et, en contrepartie, il était dit que les politiques budgétaires restaient de la compétence des Etats. Or la politique monétaire était conçue pour corseter celles-ci.**
- **Sans prérogative officielle sur le taux de change de l'euro vis-à-vis des autres monnaies, la BCE le détermine par le taux d'intérêt.**
- **Transmission des crises par le canal financier : l'euro n'en protège pas, bien que l'UE soit peu ouverte commercialement, car elle est intégrée financièrement.**

La contrainte financière sur la politique monétaire



La politique conjoncturelle neutralisée

- **La BCE a seule autorité sur la politique monétaire.**
- **L'euro interdit tout réajustement monétaire entre les pays de l'UE.**
- **Comme la BCE maîtrise le taux d'intérêt, on ne peut contre son gré réajuster l'euro vis-à-vis des autres monnaies. La politique de change est donc à son tour inutilisable ou inutilisée.**
- **Le Pacte de stabilité verrouille les politiques budgétaires nationales.**
- **Le budget européen est dérisoire (1,21% maximum du PIB européen).**
- **Dans l'optique libérale, tout étant verrouillé, il ne reste plus que l'ajustement par le « marché du travail » : réformes dites structurelles = ajustement structurel.**

3. Alternatives

- **3.1. Contrôle démocratique de la BCE**
- **3.2. Au service du développement de la société et de l'espace non marchand**
- **3.3. Retrouver l'usage public de la monnaie**

3.1. Contrôle démocratique de la BCE

- **L'indépendance de la BCE (art. I-30 du TCE) équivaut à sa quasi privatisation puisque le bien public monnaie est mis au service exclusif de l'accumulation privée, au détriment de la nature de l'activité économique et de l'emploi puisque le chômage ne doit régresser qu'en proportion de la baisse du coût du travail.**
- **Le rejet du TCE doit déboucher sur la subordination de la BCE à une autorité politique pour retrouver la maîtrise de l'orientation des politiques économiques. La BCE étant une institution publique, son contrôle doit être public et ses choix élaborés démocratiquement.**
- **Politique des taux différenciée selon les Etats de l'UE ? Cela renvoie à la question des coopérations renforcées à débattre.**

3.2. Au service du développement de la société et de l'espace non marchand

- L'interdiction faite aux Etats d'emprunter auprès de la BCE (art. III-181 du TCE) les oblige à se tourner vers les marchés financiers qui sautent sur l'occasion de placements sûrs en bons du Trésor dont le rendement à LT est actuellement de 4% par an. Astucieux : on baisse les impôts des riches, on accentue les déficits, on emprunte de quoi les combler auprès de ces riches qui sont moins assujettis à l'impôt sur le revenu et qui l'empochent sous forme d'intérêts (40 Mds € par an en France).**
- Le secteur non marchand est productif de vraies valeurs d'usage monétarisées. Son financement collectif n'a rien de malsain ni de parasitaire. Simple, il redistribue (légèrement) les revenus et assure ainsi un peu de solidarité dans ce monde de brutes.**

3.3. Retrouver l'usage public de la monnaie

- La création monétaire ne peut être réservée pour alimenter les circuits financiers capitalistes.**
- Elle peut être mise au service du développement de services publics et d'une activité non marchande. Tant qu'elle est garantie par une production répondant à des besoins, elle n'est pas inflationniste.**
- Mais cela suppose un consentement démocratique à la nécessaire redistribution des revenus que la mutualisation des ressources impose.**
- Les monnaies alternatives (SEL, monnaie fondante) n'échappent pas à ces règles.**

Conclusion

- **Parler de la monnaie n'est pas une démarche économiciste si l'on a une conception sociale de la monnaie.**
- **Elle est un enjeu dans les rapports sociaux.**
- **Elle est un opérateur d'homogénéisation sociale.**
- **Elle participe donc à la constitution du lien social.**
- **D'où la nécessité de contrôler sa création, de la mettre au service d'un développement de qualité et de répartir équitablement sous forme de revenus la valeur créée dans la production.**
- **C'est ici qu'intervient la politique budgétaire susceptible d'influencer cette répartition.**

Pour compléter

- **J.M. Harribey**
 - « **La monnaie** », Univ. d'Attac, 2001, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/monnaie/attac-monnaie.pdf>.
 - *La démence sénile du capital, Fragments d'économie critique*, Bègles, Ed. du Passant, 2002, rééd. 2004.
 - « **SEL : La monnaie entre travail et lien social** », *Contretemps*, n° 5, septembre 2002, p. 144-151, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/monnaie/sel-monnaie-travail.pdf>.
 - « **Les vrais faux monnayeurs** », *Politis*, n° 765, 4 septembre 2003, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/monnaie/faux-monnayeurs.html>.
 - « **Le casse du siècle** », *Politis*, n° 862-3-4, 28 juillet 2005, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/monnaie/casse.pdf>.